



**Nicolas HULOT, ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et solidaire**

Le lundi 11 décembre 2017

Discours de Monsieur Nicolas HULOT

Territoires, entreprises, opérateurs financiers, des solutions concrètes pour le climat - MEDEF

Monsieur le Président du Medef
Mesdames et Messieurs les présidents des grandes entreprises,
Monsieur le Président du R20, Cher Arnold,
Mesdames et Messieurs,

Il y a quelques minutes, j'ai rencontré un certain nombre d'entre vous qui m'ont présenté « L'engagement des entreprises française pour le climat ». Ces entreprises, 91 si j'ai bien retenu le nombre, ont affirmé ce matin leur détermination à s'inscrire dans le Plan Climat de la France, à viser la neutralité carbone à l'horizon 2050, à mettre au cœur de leur activité les solutions face au climat.

C'est un premier acquis, une première réussite du One Planet Summit, voulu par le Président de la République, que je veux saluer ici.

Il y a quelques années, personnes n'aurait pu imaginer cette transformation, cette métamorphose des entreprises françaises en faveur du climat.

Il y a quelques années, les oppositions étaient fortes entre ceux qui étaient convaincus qu'il n'existait pas d'alternatives aux modèles du 20ème siècle.

Il y a quelques années, dans les entreprises, ceux qui parlaient de développement durable étaient souvent considérés comme de gentils idéalistes, coupés des réalités économiques, ou simplement relégués à des fonctions subalternes.

Ils sont désormais au cœur du modèle économique de la plupart des entreprises, en France, mais aussi à l'international.

Il y a quelques années, si le ministre de l'environnement avait annoncé la fin de la voiture thermique, il aurait dû faire face au lobby forcené des constructeurs automobiles, des équipementiers, mais aussi des producteurs et des vendeurs de carburants. Aujourd'hui, ces acteurs ont répondu présent, quand en Juillet, j'ai fixé ce nouveau cap pour la France.

Il est loin le temps qui opposait les entreprises et les partisans de l'écologie.

Mesdames et Messieurs,

Grâce à la COP21, grâce à l'engagement de notre pays, de sa diplomatie, de ses associations, de ces territoires, de ses entreprises, nous sommes en train de poser les bases d'une nouvelle société, d'une nouvelle économie.

Cette économie, elle se rapproche du sens premier, essentiel de ce terme : celui de la gestion de la maison.

Ce mot, qui a en partage avec l'écologie la racine grecque « oikos », la maison, notre foyer à tous, la planète, c'est la boussole qui doit désormais vous guider.

Cette conversion, elle doit beaucoup à quelques pionniers, qui parmi vous, ont su écouter les cris d'alertes des scientifiques, ceux qui continuent aujourd'hui et auxquels nous ne serions nous résigner. Elle doit beaucoup aussi à des réseaux, comme ceux de vos directeurs et directrices du développement durable, qui ont su à la fois éclairer vos discussions stratégiques, mais aussi inventer les modèles économiques de demain.

La transition écologique et solidaire, elle a besoin de pionniers. Mais ceux-ci ne sauraient suffire, car face à l'urgence climatique, parce que nous savons que nous marchons sur le seuil de l'irréversible, nous avons besoin d'une mobilisation générale.

Le temps n'est plus aux débats, il est à l'action. Je suis venu vous le confirmer ici.

Il n'y pas d'issue heureuse pour notre économie, pour les emplois que vous créez, pour les biens et les services que vous produisez, en dehors du cadre de l'accord de Paris.

Ce cadre, il pose un nouvel horizon, celui de la neutralité carbone. Cet horizon, c'est le seul possible pour envisager un avenir apaisés, sans conflits, sans les inégalités et la pauvreté accrue par les désordres climatiques.

Ce cadre, c'est celui de l'impératif de solidarité, de celui qui considère que l'on ne peut condamner une partie du monde à regarder dans la misère s'effondrer les équilibres du climat, auxquels ils n'ont en rien contribué, tandis que d'autres tentent de s'abriter derrière des frontières, ou des murs.

Le projet économique de la neutralité carbone, il est enthousiasmant, parce qu'en réintroduisant de la vision, du sens dans les décisions du court terme, il pose de nouvelles fondations pour vous.

Il crée un cadre pour l'innovation, pour des ruptures technologiques qui vont participer à construire un monde sans pollution. Un cadre qui n'est plus une contrainte, mais une émancipation.

Une émancipation des énergies fossiles, qui appartiennent définitivement au passé. Une émancipation des déchets, à l'économie circulaire, qui au lieu de céder à la folie du pillage des écosystèmes et de l'empilement des déchets. Une émancipation qui met la technologie au service du progrès de tous, de la qualité de la vie.

Ce cadre, qui finalement n'est que la traduction concrète des limites de notre planète, de ses ressources, de la capacité nos écosystèmes à satisfaire nos besoins essentiels.

Il impose aussi que nous remettions au cœur du projet économique de notre pays, de l'Europe et du monde, les principes de l'économie sociale et solidaire.

Car l'entreprise, si elle a un rôle majeur dans nos sociétés, parce qu'elle crée des emplois, produits de la richesse, ne peut s'extraire des travers de la mondialisation, de certains égoïsmes qui conduisent au creusement des inégalités.

C'est pourquoi avec Bruno Lemaire, avec Murielle Pénicaud, et avec l'aval du Président de la République, nous allons faire évoluer l'objet social des entreprises, qui ne peut plus être le simple profit, sans considération aucune pour les femmes et les hommes qui travaillent, sans regard sur les désordres environnementaux.

Cette réforme, qui nous conduira vraisemblablement à modifier le code civil, elle fera en sorte que les principes et valeurs de cette économie sociale et solidaire, cette économie pionnière, celle qui tend la main, celle qui partage, celle qui préfère la coopération à la compétition, deviennent la norme et non plus l'exception.

Cette réforme est juste car elle incarne l'économie de l'avenir, celle qui (ré)concilie performance économique et intérêt général, celle qui répond aussi à l'aspiration première de tous vos collaborateurs, davantage encore des générations à venir qui placent le sens comme premier critère – et de loin : 72% - de motivation et de choix pour leur futur emploi.

C'est donc non seulement notre avenir collectif qui se joue, non seulement notre capacité à développer un capitalisme raisonné, une croissance durable de vos activités, mais aussi l'attractivité même de vos entreprises.

Je sais que nombre d'entre vous, de plus en plus nombreux, s'engagent dans cette nouvelle trajectoire économique au travers de politiques RSE ambitieuses, ou de fondations soutenant des actions d'intérêt général.

Je sais aussi que certains d'entre vous, Emmanuel Faber, PDG de Danone, Antoine Frérot pour Véolia se sont déclarés favorables à cette réforme de l'objet social de l'entreprise.

Cette évolution vous avez la responsabilité de l'incarner, de la faire vivre avec les territoires, et qui sont en train de basculer, cher Arnold, Cher Michèle (Sabban) vers un monde sans pollution, sans émissions.

C'est dans ce cadre, celui du plan climat, que nous allons ensemble bâtir un « Green New Deal », un accélérateur de la Transition Energétique pour la France et l'Europe. Ce Green New Deal, il va poser pour tous les secteurs, les bases de la neutralité carbone.

Dans le secteur des énergies renouvelables, qui sont déjà, souvent, plus compétitives que les énergies fossiles, nous allons y aller « à fond ». C'est une des conditions pour retrouver une forme de souveraineté énergétique, créer de l'emploi partout sur nos territoires, dont certains s'inventent déjà un avenir 100% renouvelable.

Dans le secteur de la mobilité se dessine un nouvel horizon, que beaucoup d'entre vous dévoilent déjà. Un horizon où les voitures n'ont plus de pot d'échappement, où les bus et les trains deviennent électriques, ou fonctionnent à l'hydrogène, libérant les centres villes, les vallées alpines des épisodes de pollution. Cette transformation, elle doit être portée par tout un secteur, notamment dans le domaine des batteries, pour lequel nous avons besoin de champions.

Dans le secteur du logement, les bâtiments sont en train de devenir intelligents et producteurs d'énergies. Grâce au digital, grâce aux savoirs faire de nos artisans, des PME et des grandes entreprises, la facture des français peut baisser de manière spectaculaire, tandis que de nouveaux modèles économiques émergent.

Dans l'industrie, l'économie circulaire, la chimie verte et l'innovation doivent aussi permettre de repenser la manière de produire.

Avec le Green New Deal, l'Etat sera aux côtés de tous ceux qui jouent le jeu, et qui au lieu de tergiverser, de répéter « ce n'est pas possible », pour construire cette métamorphose.

Parce qu'il faudra accompagner la transformation des secteurs qui devront se reconverter, je pense par exemple aux centrales à charbon, aux industries qui sont tournées vers les hydrocarbures, nous allons proposer des contrats de transition, qui permettront d'accompagner les salariés, les entreprises, mais aussi les territoires dans la construction d'un avenir sans énergies fossiles, vers l'agro-écologie et la protection de la biodiversité.

Ce Green New Deal, il va aussi porter un élan, une mobilisation des financements qui sont nécessaires pour changer d'échelle. L'Etat jouera son rôle, mais la finance doit le faire aussi. C'est aussi le rôle des collectivités, qui sont les premiers investisseurs publics, et qui peuvent mobiliser la commande publique pour créer les marchés de demain, qu'il s'agisse de restauration collective, de transports en commun sans émissions.

Mesdames et Messieurs,

Je vous prends au mot. Vous avez pris des engagements qui s'inscrivent dans le cadre que nous avons fixé. Je compte sur vous pour les respecter, pour faire le point régulièrement sur là où vous en êtes. Car le monde économique ne peut plus jouer contre son camp. Il ne peut plus se permettre le scandale des moteurs truqués, les fraudes aux quotas de CO2, les tentatives d'influencer la science.

Votre lobbying, s'il est légitime, il ne sera recevable que si vous respectez les règles du jeu, si vous participez sincèrement à la transition écologique et solidaire.

Vous le savez, mais je préfère vous le dire franchement, en prenant ces engagements devant moi, devant les français, les citoyens et les chefs d'Etats et de gouvernement de la planète réunis à Paris 2 ans après la COP21, vous vous créez une obligation.

Ce contrat pour la planète, je le reçois avec bonheur. Ne le rompez pas, ne cédez pas à la tentation de revenir en arrière, au conservatisme. Car c'est un contrat qui vous lie aux français, et qui porte en lui des sujets aussi graves, aussi sérieux que la paix et la sécurité, que la justice climatique.

Je vous remercie.